

bons conseils du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, vu que ce dernier était ministre des Finances à l'époque où l'inflation posait un grave problème. Le gouvernement prend ici des mesures pour assurer un excédent considérable. Le ministre nous dirait-il ce qui rend la chose si nécessaire, alors que nous accusons déjà des excédents?

L'hon. M. Gray: Monsieur le président, un gouvernement peut accuser un excédent sans avoir pour autant un amas de billets de banque en réserve quelque part. De fait, le montant couvert par l'excédent réduit tout simplement celui que le gouvernement devrait autrement emprunter pour financer ses opérations et assurer des fonds aux institutions comme la Société centrale d'hypothèques et de logement, pour leur permettre la mise en œuvre de programmes utiles au pays. Autrement dit, le gouvernement emprunte moins qu'il n'emprunterait pour remplacer les emprunts existants, au fur et à mesure que les obligations viennent à maturité. L'excédent en question sert déjà à des fins utiles et efficaces en nous permettant d'assurer des fonds à des programmes comme la construction domiciliaire. Comme le gouvernement n'est pas obligé de contracter des emprunts sur le marché, tant que dure son excédent, il concourt effectivement de façon positive à réduire les pressions inflationnistes.

Les députés m'accorderont sans doute que ce surplus reflète non seulement une saine administration financière de la part du gouvernement, mais aussi la réussite de sa politique anti-inflationniste.

M. Baldwin: Si je comprends bien, ce surplus servira à réduire la pression qui s'exercerait autrement sur le marché de l'argent. Ce dernier bénéficiera de 850 millions de dollars de plus, qu'il n'aura pas à prêter au gouvernement. Si tel est le cas, monsieur le président, le ministre peut-il pousser l'optimisme jusqu'à dire que les répercussions se feront sentir sans délai, ou du moins sous peu, sur les taux d'intérêt? S'il y a moins de pression sur le marché, on pourrait s'attendre à une baisse des taux d'intérêt. Le ministre peut-il nous dire pour quand il prévoit la chose, et dans quelle mesure elle sera perceptible aux Canadiens et aux autres gouvernements, qui auront peut-être à emprunter pour leurs propres fins?

L'hon. M. Gray: Le fait que le gouvernement n'ait pas à emprunter, à cause du sur-

plus, ne peut avoir qu'un bon effet sur le niveau des taux d'intérêt.

M. Baldwin: Mais où et quand?

M. Saltsman: Monsieur le président, je suis sûr que le ministre ne veut pas embrouiller la question soulevée par le député de Broadway. Sauf erreur, il s'agit de savoir quelles en seront les répercussions. Nous savons que le gouvernement ne cache pas son argent dans un petit coin noir. Nous savons qu'il l'utilise, au lieu d'emprunter. Le fond de la question est là: selon que le gouvernement doit emprunter ou non, ses politiques s'en ressentent. Les conséquences sont très graves pour le pays lorsque le gouvernement accumule un surplus bien supérieur à ce qu'il avait prévu, car il crée ainsi du chômage et un ralentissement de l'économie. On essaie, à l'aide de ce bill, d'éviter la stimulation de l'économie. Les conséquences pour le pays sont très graves quand l'excédent est supérieur au montant prévu. C'est le genre de problème que je signale au ministre, avec l'espoir qu'il pourra y répondre.

• (4.50 p.m.)

M. Baldwin: Il vous faudra dépenser 1 million pour Information Canada.

L'hon. M. Gray: Monsieur le président, le sujet abordé par mon honorable ami pourrait facilement l'être lors d'un débat sur le budget ou d'un jour réservé à l'opposition. Ce sujet important pourrait être inscrit pour être débattu lors d'une journée réservée à l'opposition. Ce serait le meilleur temps, il me semble, pour commenter la politique gouvernementale qui pourrait découler de la mise en vigueur de la politique budgétaire du gouvernement. En fait, il conviendrait mieux pour un débat sur le budget, quand le gouvernement nous annoncera sa politique future fondée sur le bilan de son programme d'action.

M. Saltsman: Monsieur le président, il nous est impossible de discuter cette mesure de façon intelligente sans tenir compte de l'effet qu'elle aura sur le budget. Il y a deux autres questions qu'il faut envisager au sujet de cette proposition. Nous devons étudier quel en sera l'effet en matière de justice fiscale, car mes collègues ont brillamment démontré que notre régime fiscal actuel est injuste, et nous devons également décider quelles en seront les répercussions économiques, étant donné que le gouvernement a prévu un excédent budgétaire. Nous devons pré-